



Paris le 15 Janvier 2020

**Synthèse de l'intervention de
Monsieur Pascal Lamy,
président éméritus de l'Institut Jacques Delors,
commissaire européen pour le commerce (1999-2004),
directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (2005-2013),
15 janvier 2020 - Ecole militaire,
« Peut-on parler de souveraineté européenne ? »**

Pour traiter ce sujet, M. Pascal Lamy s'est appuyé sur la substance d'un livre co-écrit avec Nicole Gnesotto « Où va le Monde ? »¹

Sujet d'actualité, puisqu'en particulier le président de la République en parle, le concept de souveraineté européenne est lourd et complexe. La souveraineté d'un sujet politique, par exemple un Etat, peut se définir comme sa capacité d'agir dans le sens de ses valeurs et de ses intérêts. On voit bien que la transposition de ce concept à l'Europe est problématique parce qu'il est encore difficile de l'affirmer comme un sujet politique bien identifiable. Plutôt que de parler directement de souveraineté, on pourra évoquer les attributs qui lui sont liés : la puissance, l'influence, l'autonomie, l'indépendance.

Pourquoi parle-t-on maintenant de souveraineté européenne, depuis peu, et est-ce pertinent ? Voilà les deux questions auxquelles Pascal Lamy a voulu répondre

On en parle maintenant parce que le monde a changé. Auparavant pendant les 50-60 ans qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, les pères fondateurs de l'UE et leurs successeurs visaient l'intégration politique comme conséquence de l'intégration économique. Il s'agissait de pacification. Le monde progressait, malgré la Guerre Froide et les conflits. Il y avait l'espoir d'une mondialisation maîtrisée, l'idée qu'un jour le monde ressemblerait à l'Europe. Il y avait l'espoir que les USA seraient moins violents et la Chine plus libre.

La « grande bifurcation » a eu lieu en trois dates :

2008 la crise financière.

2012 l'élection du président Chinois Xi Jinping.

2016 l'élection de Mr Trump.

¹ Chez Odile Jacob – 2017 – avec Jean Michel Baer

Depuis le monde est dominé par la rivalité entre Chine et USA. Les dégâts sociaux liés à la crise financière, et donc politiques, ont conduit aux USA, au moins en partie, à l'élection de Mr Trump. ils ont aussi sérieusement atteint la légitimité du modèle capitaliste-libéral. En parallèle on a assisté à une ré-étatisation de l'économie chinoise. Les USA sont-ils toujours des amis (Trump n'aime pas l'Europe) et les Chinois désormais des ennemis? L'Europe est prise en tenaille entre eux. Elle risque d'avoir à choisir au mieux entre des concurrents, au pire entre des menaces. Pour faire face à ce risque, elle doit se renforcer pour peser davantage.

Deuxième question : la souveraineté est-elle un concept pertinent pour juger l'Europe et l'orienter ? De fait, la notion de souveraineté est problématique pour l'Europe pour des raisons philosophiques et intellectuelles. Elle n'a pas le même prestige hors de France. La réponse est nuancée et dépend des progrès de l'intégration européenne. Pourtant, c'est bien dans cette direction qu'il faut aller, à la recherche d'une forme de souveraineté propre à l'Europe. Mais cela suppose qu'existe un projet de civilisation européenne, distinct des civilisations américaine et chinoise.

Si la souveraineté nationale est comparable à un cylindre avec des tranches de même diamètre dans différents domaines d'actions publiques, la souveraineté européenne peut se regarder comme un cône.

La base du cône est le **commerce**. L'Europe y est souveraine. Par exemple L'Europe est assez souveraine pour contribuer à préserver l'OMC des offensives de Mr Trump pour la détruire.

La deuxième tranche au-dessus est **l'environnement**. L'UE est déjà moins souveraine. Est-elle par exemple capable d'imposer le prix du carbone à 50 Euros la tonne ? Ce n'est pas exclu mais pas certain non plus, peut-être.

Pour la troisième tranche, **la concurrence**, l'UE a l'autorité mais pas forcément la volonté. Par exemple, est-elle capable de créer des champions de la taille des mastodontes US ou chinois ? La réponse est « non mais » plutôt que « oui si ».

Sur la quatrième tranche, **celle de la monnaie commune**, instrument pourtant de souveraineté, L'Euro joue encore un rôle mineur par rapport au dollar. L'Europe est encore moins souveraine dans cette tranche.

En matière de technologie, cinquième tranche, l'Europe a progressivement perdu depuis 30 ans, une partie, de sa capacité à percées scientifiques en succès économique. Elle ne fait pas le poids entre CISCO et HUAWAI.

Enfin au sommet l'UE n'est pas du tout souveraine en **matière de défense**. La question est : pouvons-nous nous passer de l'OTAN ? De fait Il est difficile de parler de défense et de sécurité européennes aujourd'hui alors que nous n'avons pas de définition commune des menaces.

Les systèmes nationaux sont théoriquement cohérents. Les institutions européennes à Bruxelles n'ont pas la pensée de cette cohérence. Elles ne pensent pas en termes de souveraineté. Elles ne sont pas encore capables de penser ensemble les différentes dimensions. Cela prendra du temps pour penser dans la même direction. Cela implique un sentiment, une émotion, un sentiment d'appartenance qui sont encore loin d'être partagés au sein d'un espace européen

On ne peut nier cependant des progrès dans la recherche de cette cohérence. Le projet de « Green deal » de Mme Von der Leyen est intelligent. Ce n'est pas un hasard si Emmanuel Macron parle de

souveraineté européenne quand elle parle de « Commission géopolitique ». Mais la route reste encore longue avant d'acquérir les qualités d'une souveraineté européenne.

Débat

Les Etats ne sont-ils pas des cônes inversés qui reposent sur la pointe, avec le risque de s'écrouler ?

Oui effectivement. Nous n'avons pas le choix. Il faut avancer vers l'intégration. Pour cela, il nous faut une conscience de ce qui nous unit, mais ce n'est pas gagné

L'UE peut-elle lutter contre les lois US extraterritoriales ?

Nous n'en avons pas les moyens, sauf à les imiter en violant le droit international comme eux. Instex est un pas, insuffisant². Et si Trump faisait avec la Chine ce qu'il vient de faire avec l'Iran, l'économie mondiale s'écroulerait.

Faut-il un gouvernement franco-allemand ?

J'ai défendu cette idée, mais il faut l'inscrire dans la perspective d'un gouvernement européen.

Nous avons d'ailleurs déjà les éléments d'un gouvernement européen avec la Commission en préfiguration de l'exécutif, le Conseil des ministres faisant figure de « Sénat des Etats », le Parlement complétant le triangle en tant qu'assemblée européenne des citoyens et la Cour de Justice comme Cour Suprême.

L'Europe peut-elle se construire sans une relation apaisée avec la Russie ?

Pour ma part, j'ai fait l'expérience de la transformation de l'attitude du Président Poutine initialement coopérative. Aujourd'hui la Russie constitue bel et bien une menace hostile à l'Union européenne. Il lui appartient de renoncer à ses actions de déstabilisation.

Les GAFAs n'ont-ils pas une souveraineté propre ?

Effectivement. Ces entreprises ne manquent ni de puissance, ni d'autonomie, ni de capacité d'influence. La bonne nouvelle est que les « optimisations fiscales » dont elles ont bénéficié seront bientôt limitées.

Pouvons-nous nous passer des normes comptables US ?

On a essayé, sans succès. Pour l'instant les autorités reconnues comme responsables en matière de normes comptables manquent de l'esprit de compromis qui permettrait de surmonter les axiomes rigides propres à différentes écoles. Les anthropologues parleraient de « différences cognitives ».

² Instex, ou Instrument of support for trade exchanges. Créé en janvier 2019 à l'initiative de l'UE, Instex est un instrument pour le règlement des transactions commerciales avec l'Iran qui évite le recours au dollar.